

Finances publiques et activité économique

Expérience libanaise de 1997 à 2019

Introduction

L'interaction entre les finances publiques et l'activité économique est évidente. Il convient de l'évaluer concrètement afin de guider les pouvoirs publics dans l'élaboration d'une politique économique et fiscale optimale. Le présent ouvrage explore à travers les statistiques disponibles la relation entre les dépenses et les recettes budgétaires de l'Etat d'une part et les grandeurs macroéconomiques du Liban de 1997 à 2019 d'autre part. L'année 2020 ayant connu une forte dépréciation de la livre libanaise, et des taux de change multiples présente un aspect hors norme et devrait faire l'objet de recherches spécifiques.

Partant des données budgétaires et macroéconomiques exposées dans le tableau No1 ci-dessous, nous examinerons en premier lieu la relation entre les recettes publiques et l'activité économique. Nous verrons ensuite comment les dépenses publiques agissent sur la production et les importations. Nous aborderons enfin l'impact du déficit public sur le financement de l'économie.

Tableau No1.

Données budgétaires et grandeurs macroéconomiques de 1997 à 2019

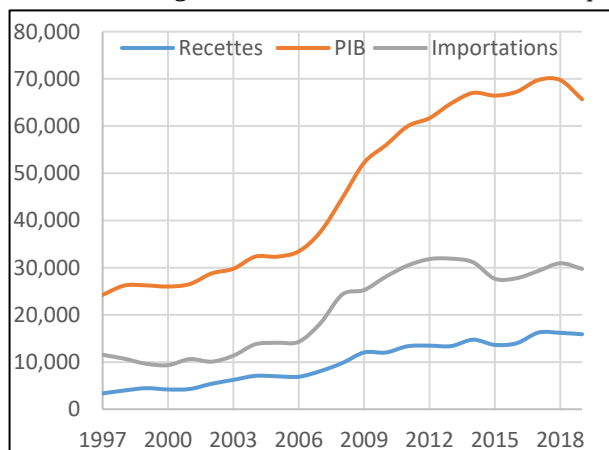
En milliards de livres libanaises

Année	Données budgétaires			Données macroéconomiques		
	Recettes	Dépenses	Déficit	PIB	Importations	Total
1997	3 357	7 921	4 565	24 239	11 532	35 771
1998	3 979	6 640	2 661	26 212	10 709	36 920
1999	4 464	7 200	2 736	26 244	9 637	35 881
2000	4 190	8 387	4 197	26 001	9 351	35 352
2001	4 291	7 748	3 457	26 524	10 630	37 154
2002	5 399	8 487	3 088	28 780	10 089	38 869
2003	6 219	8 810	2 591	29 771	11 348	41 119
2004	7 075	8 306	1 231	32 328	13 758	46 086
2005	6 984	7 802	818	32 330	14 096	46 427
2006	6 888	9 432	2 544	33 451	14 297	47 748
2007	8 094	10 070	1 977	37 624	18 266	55 890
2008	9 795	11 034	1 239	44 748	24 318	69 066
2009	12 036	13 028	992	52 235	25 265	77 501
2010	12 018	15 435	3 417	55 965	28 102	84 067
2011	13 353	16 541	3 188	59 976	30 456	90 432
2012	13 473	18 514	5 041	61 689	31 820	93 509
2013	13 385	18 983	5 598	64 823	31 900	96 722
2014	14 742	19 375	4 633	67 031	31 136	98 167
2015	13 635	18 491	4 856	66 456	27 645	94 101
2016	13 989	19 717	5 728	67 275	27 780	95 056
2017	16 247	21 412	5 165	69 764	29 316	99 080
2018	16 189	24 535	8 346	69 749	30 925	100 675
2019	15 890	23 561	7 671	65 667	29 747	95 414

1. Relations entre les recettes budgétaires et l'activité économique

Le graphique ci-contre montre le parallélisme entre l'évolution des recettes budgétaires de 1997 à 2019 avec celle de la production intérieure brute (PIB) et des importations. L'évolution des recettes budgétaires y apparaît suivant de près celle des grandeurs macroéconomiques. En effet, une étude économétrique a mis en évidence la relation entre les recettes budgétaires de l'Etat et l'activité économique suivant la formule suivante :

Graphique No1
Recettes budgétaires et données macroéconomiques

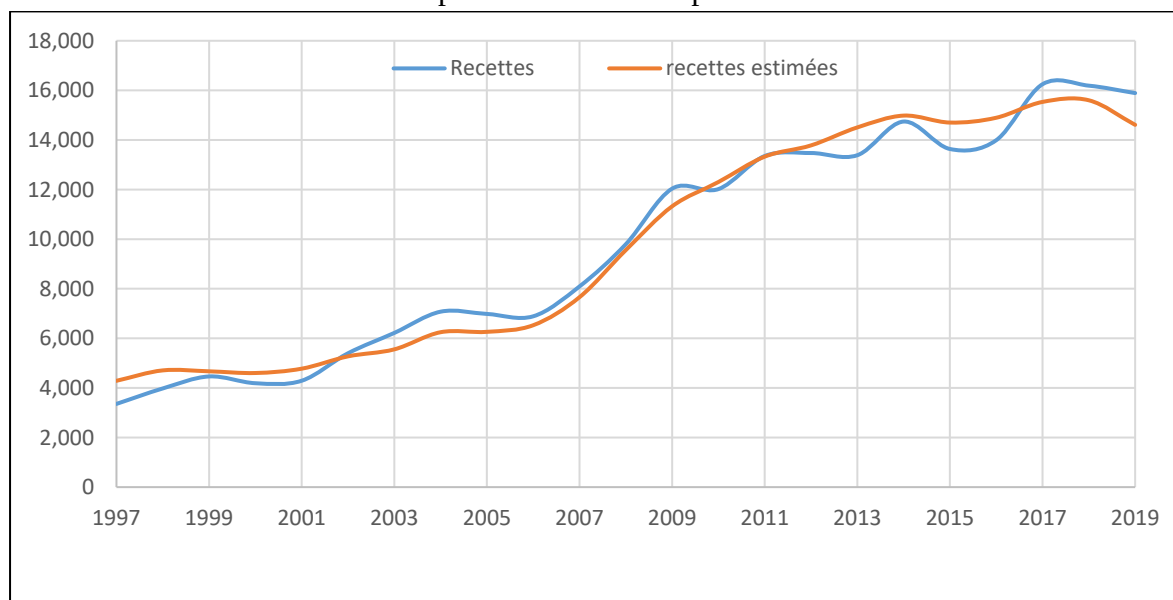


$$Y = 0,2304 \cdot P + 0,0426 \cdot M - 1\,786$$

où Y représente les recettes budgétaires, P le PIB et M les importations.¹

Le graphique suivant montre la presque parfaite concordance entre les recettes effectives et les recettes estimées suivant la formule indiquée.

Graphique No2
Recettes observées et recettes estimées par régression linéaire avec les deux variables explicatives PIB et importations



¹ Formule obtenue par régression linéaire sur 23 observations avec un coefficient de corrélation $R^2 = 0,977$ à 20 degrés de liberté

Il ressort de ces graphiques trois phases dans le développement économique et des recettes fiscales qui lui sont liées durant cette période :

- Durant la première phase allant de 1997 à 2006, la croissance a été modérée : l'ensemble des ressources en biens et services (PIB + importations) a crû de 4,6% aux prix courants et les recettes budgétaires de 9,2% par an en moyenne, (dépassement dû à l'introduction de la TVA en 2002).
- La croissance de 2007 à 2012 (aux prix courants) a été plus forte : respectivement 11,9% et 11,8% par an.
- Durant la dernière phase allant de 2013 à 2019 on assiste à un net ralentissement de l'activité économique où le taux de croissance devient presque nul (0,3% en moyenne par an pour les ressources en biens et services aux prix courants). Cependant les recettes budgétaires ont continué à croître à un taux modéré (2,4% en moyenne par an).

2. L'impact des dépenses publiques sur l'activité économique

Les dépenses publiques sont composées de deux catégories : la première concerne les dépenses en biens et services pour la consommation et les investissements, la seconde comprend le paiement des allocations et des intérêts de la dette qui ne sont pas comptabilisés dans la production intérieure. La première catégorie constitue un des quatre éléments de la demande en biens et services qui engendrent l'activité économique, les trois autres étant : la consommation des ménages, les investissements privés et les exportations de biens et services. La seconde agit indirectement sur l'activité économique par l'intermédiaire des revenus qu'elle génère. L'ensemble de ces dépenses a été en moyenne de 19,5% des ressources en biens et services (Production intérieure brute + Importations). Leur contribution à la croissance a varié suivant les périodes :

- Dans la première phase de croissance modérée (de 1997 à 2006) les dépenses publiques ont crû de 2,0% en moyenne par an alors le taux de croissance de la demande totale a atteint 3,3% par an. Elles ont contribué pour 0,4 point de pourcentages de taux de croissance de la demande, les autres éléments ayant contribué pour 4 points.
- De 2007 à 2012 le taux de croissance des dépenses budgétaires a été de 8,4% par an contribuant ainsi pour 1,8 point de la croissance de la demande qui a atteint 11,9% en moyenne par an.
- Dans la dernière phase allant de 2013 à 2019 marqué par une stagnation de l'économie les dépenses publiques ont enregistré par contre une croissance positive (+6,4% par an en moyenne). Sa contribution à la croissance de la demande (0,3%/an) a été de 1,3 point, la contribution des autres éléments de la demande ayant été négative.

Cependant les dépenses publiques agissent aussi d'une deuxième façon indirecte à la croissance économique. On sait en effet que la consommation des ménages qui constitue un des éléments de la demande, dépend elle-même de la croissance à travers les revenus générés par la production intérieure. Les trois autres éléments, dont les dépenses publiques, sont indépendants de la production intérieure et constituent une demande dite autonome ou exogène. La demande exogène provoque un accroissement de la production qui engendre un revenu et donc une demande de consommation qui vient étoffer la demande et provoquer un supplément

d'accroissement. C'est le phénomène de la multiplication de la demande. Mathématiquement le multiplicateur de la demande est égale à $1/(1-d)$ où d désigne la fraction de la demande initiale induite par la celle-ci. Cette fraction est calculée par la formule : $d = p*(1-a-g_1)*(1-g_2)*c$ où p représente le rapport PIB/demande, a le taux d'amortissement, g_1 le taux de l'impôt sur les produits (impôts indirects) net des subventions aux entreprises, g_2 taux prélèvement du fisc sur le revenu découlant du PIB au titre de l'impôt sur le revenu et autres prélèvements tels que les cotisations sociale ou frais administratifs.

Le tableau suivant montre la contribution réelle des dépenses publiques compte tenu de l'effet multiplicateur de la demande.

Tableau No2.

Contribution des dépenses publiques et autres demandes exogènes à la formation de la demande totale par l'effet du multiplicateur de la demande

En milliards de livres libanaises

Années	Demande exogène			Multiplicateur	Contribution à la demande totale		
	dépenses publiques	Autre demande	Total		dépenses publiques	Autre demande	Total
1997	7 921	13 398	21 319	1,678	13 291	22 480	35 771
1998	6 640	14 495	21 135	1,747	11 599	25 321	36 920
1999	7 200	13 697	20 897	1,717	12 363	23 518	35 881
2000	8 387	11 817	20 204	1,750	14 676	20 677	35 352
2001	7 748	13 574	21 323	1,742	13 501	23 653	37 154
2002	8 487	13 241	21 728	1,789	15 182	23 686	38 869
2003	8 810	15 644	24 454	1,681	14 814	26 306	41 119
2004	8 306	18 482	26 788	1,720	14 289	31 797	46 086
2005	7 802	19 534	27 336	1,698	13 251	33 175	46 427
2006	9 432	19 949	29 381	1,625	15 329	32 419	47 748
2007	10 070	24 778	34 848	1,604	16 151	39 739	55 890
2008	11 034	34 158	45 192	1,528	16 863	52 203	69 066
2009	13 028	38 803	51 831	1,495	19 481	58 020	77 501
2010	15 229	41 696	56 925	1,477	22 490	61 577	84 067
2011	16 022	40 188	56 210	1,609	25 777	64 655	90 432
2012	15 306	44 196	59 501	1,572	24 054	69 455	93 509
2013	16 058	47 250	63 307	1,528	24 533	72 189	96 722
2014	18 490	43 834	62 324	1,575	29 123	69 044	98 167
2015	18 108	41 013	59 121	1,592	28 822	65 279	94 101
2016	19 517	43 466	62 983	1,509	29 456	65 600	95 056
2017	21 223	42 390	63 613	1,558	33 056	66 024	99 080
2018	24 664	39 406	64 070	1,571	38 755	61 920	100 675
2019	23 602	34 025	57 628	1,656	39 079	56 336	95 414

Note : Voir en annexe le détail du calcul du multiplicateur

Ainsi la contribution réelle des dépenses budgétaires dans la formation de la demande totale ainsi que dans sa croissance apparait nettement plus importante que sa contribution apparente : (Part dans la formation : 31,3% au lieu de 19,5% ; part dans la croissance : 1,6 au lieu de 1,0).

Les tableaux No3 a, b et c récapitulent l'impact apparent et réel des dépenses budgétaires publiques sur l'activité économique durant les trois phases de l'évolution des ressources en biens et services de 1997 à 2019.

Tableau No3.a)

Part des dépenses publiques et des autres demandes exogènes ainsi que du multiplicateur de la demande dans la formation de la demande totale en biens et services (*en%*)

Période	Variables exogènes			Demande induite	Demande totale		
	Dépense publiques	Atres variables	Total		Dépense publiques	Atres variables	Total
1997-2006	20,1	38,3	58,4	41,6	34,5	65,5	100,0
2007-2012	17,2	47,6	64,7	35,3	26,5	73,5	100,0
2013-2019	20,9	42,9	63,8	36,2	32,8	67,2	100,0
Total	19,5	43,1	62,7	37,3	31,3	68,7	100,0

Tableau No3.b)

Taux de croissance des dépenses publiques et les autres demandes exogènes ainsi que du multiplicateur de la demande dans la formation de la demande totale en biens et services
(*En % par an en moyenne*)

Période	Variables exogènes			Demande induite	Demande totale		
	Dépenses publiques	Atres variables	Ensemble		Dépenses publiques	Atres variables	Ensemble
1997-2006	2,0	4,5	3,6	2,7	1,6	4,2	3,3
2007-2012	8,4	14,2	12,5	10,8	7,8	13,5	11,9
2013-2019	6,4	-3,7	-0,5	1,5	7,2	-2,9	0,3
Total	5,1	4,3	4,6	4,5	5,0	4,3	4,6

Tableau No3.c)

Part des dépenses publiques et les autres demandes exogènes ainsi que du multiplicateur de la demande dans le taux de croissance de la demande totale en biens et services
(*En points de pourcentage*)

Période	Variables exogènes			Demande induite	Demande totale		
	Dépense publiques	Atres variables	Total		Dépense publiques	Atres variables	Total
1997-2006	0,4	1,7	2,1	1,1	0,6	2,7	3,3
2007-2012	1,4	6,7	8,1	3,8	2,1	9,9	11,9
2013-2019	1,3	-1,6	-0,3	0,6	2,4	-2,0	0,3
1997-2019	1,0	1,9	2,9	1,7	1,6	2,9	4,6

On note que l'ensemble des variables de la demande exogène comprenant, outre les dépenses budgétaires de l'Etat, les investissements privés, la consommation des ménages induite par les revenus hors PIB et les exportations, forme en moyenne 62,7% de la demande totale, le reste (37,3%) représente la demande de consommation induite par le jeu du multiplicateur. Quant au

taux de croissance de la part réelle des dépenses publiques dans la demande totale, il diffère de du taux de croissance apparent en plus ou en moins suivant la variation du multiplicateur.

2. L'impact de l'endettement de l'Etat sur le financement de l'économie

Normalement le besoin de financement naît de la nécessité de couvrir les dépenses pour les investissements tant publics que privés. Or nous constatons que l'endettement de l'Etat sert à couvrir très peu les dépenses d'investissements et en grande partie le déficit créé par les dépenses courantes. Ce qui provoque un effet de substitution aux investissements sources de croissance de l'activité économique. Nous commencerons par examiner la part du déficit budgétaire dans l'accroissement de la dette publique (tableau No4), puis les sources de la formation du déficit (tableau No5) et enfin la place du financement des déficits publics dans l'ensemble du financement de l'économie. (Tableau No6)

a) Place de déficit budgétaire dans l'endettement du secteur public

Tableau No4
Contrepartie de la variation annuelle de la dette publique de 1997 à 2019

Année	Déficit budgé- taire	Variation des dépôts	Autres opérations	Total= Varia- tion de la dette brute	Déficit budgé- taire	Varia- tion des dépôts	Autres opera- tions	Varia- tion de la dette brute
	<i>En milliards de LL</i>				<i>En %</i>			
1997	4 565	-2 465	1 212	3 312	137,8	-74,4	36,6	100,0
1998	2 661	736	1 086	4 482	59,4	16,4	24,2	100,0
1999	2 736	1 864	1 134	5 735	47,7	32,5	19,8	100,0
2000	4 197	-1 375	1 449	4 271	98,3	-32,2	33,9	100,0
2001	3 457	-718	1 916	4 655	74,3	-15,4	41,2	100,0
2002	3 088	1 051	493	4 632	66,7	22,7	10,6	100,0
2003	2 591	54	363	3 009	86,1	1,8	12,1	100,0
2004	1 231	1 341	1 191	3 763	32,7	35,6	31,7	100,0
2005	818	1 231	1 888	3 936	20,8	31,3	48,0	100,0
2006	2 544	-1 146	1 469	2 867	88,7	-40,0	51,2	100,0
2007	1 977	83	452	2 512	78,7	3,3	18,0	100,0
2008	1 239	3 799	2 486	7 524	16,5	50,5	33,0	100,0
2009	992	2 196	3 000	6 188	16,0	35,5	48,5	100,0
2010	3 417	897	-2 091	2 222	153,7	40,4	-94,1	100,0
2011	3 188	-754	-844	1 590	200,5	-47,4	-53,1	100,0
2012	5 041	2 251	-1 221	6 071	83,0	37,1	-20,1	100,0
2013	5 598	2 579	575	8 752	64,0	29,5	6,6	100,0
2014	4 633	-1 530	1 543	4 646	99,7	-32,9	33,2	100,0
2015	4 856	-738	1 541	5 659	85,8	-13,0	27,2	100,0
2016	5 728	1 041	127	6 896	83,1	15,1	1,8	100,0
2017	5 165	1 108	692	6 965	74,2	15,9	9,9	100,0
2018	8 346	-1 190	1 306	8 462	98,6	-14,1	15,4	100,0
2019	7 671	1 491	650	9 812	78,2	15,2	6,6	100,0

Tableau No4 (suite)
Contrepartie de la variation annuelle de la dette publique par période de 1997 à 2019

Période	Déficit budgétaire	Variation des dépôts	Autres opérations	Total= Variation de la dette brute	Déficit budgétaire	Variation des dépôts	Autres opérations	Variation de la dette brute
	<i>Moyenne annuelle en milliards de LL</i>				<i>En %</i>			
1997-2006	2 789	57	1 220	4 066	68,6	1,4	30,0	100,0
2007-2012	2 642	1 412	297	4 351	60,7	32,5	6,8	100,0
2013-2019	5 999	394	919	7 313	82,0	5,4	12,6	100,0
1997-2019	3 728	513	888	5 129	72,7	10,0	17,3	100,0

Nous ne disposons malheureusement pas d'un document comptable consolidé pour l'ensemble du secteur public montrant comment le besoin de financement a été généré et comment il a été couvert. Le déficit budgétaire est évidemment le principal élément du besoin de financement. Les autres éléments sont constitués par les opérations effectuées par le Trésor en dehors de l'exécution du budget – dont la gestion de la trésorerie - et aussi par des établissements autonomes. Le tableau No4 donne une estimation de la part de chacune de ces sources de la formation du besoin de financement couvert par la variation de l'endettement.

Le déficit budgétaire a été en moyenne la cause de 72,7% de la croissance annuelle de la dette. Durant la période de 1997 à 2019. Cette part a été très variable au cours de la période étudiée. Elle a été plus faible durant la phase de plus forte croissance des recettes (2007-2012) où elle a atteint 60,7% en moyenne et la plus forte durant la dernière période : 82,0% en moyenne.

Lorsque le déficit budgétaire n'explique qu'une faible part de l'endettement, on assiste à un accroissement des dépôts du secteur public auprès du système bancaire et/ou à un déficit plus grand dans les opérations hors budget. A l'inverse, lorsque le déficit budgétaire dépasse l'endettement, cela signifie qu'il a été couvert en partie par l'utilisation des dépôts et/ou par un excédent des opérations du Trésor hors budget. D'une manière générale on assiste à un surendettement du fait qu'en moyenne 10% de la variation de la dette est due à l'accroissement de la trésorerie.

b) Sources de la formation du déficit budgétaire

Le tableau No5 ci-dessous montre la répartition des dépenses budgétaires en quatre groupes : les subventions à l'Office de l'Electricité du Liban (EDL), les charges de la dette, les dépenses d'investissements et le reste des dépenses appelées dépenses courantes.

Il apparaît clairement que la principale source du déficit budgétaire provient de la charge de la dette puisqu'elle a accaparé durant la période 1997-2019 en moyenne plus de la moitié des recettes (54,5%). La part des recettes consacrée au paiement des intérêts payés a été plus forte au début de la période à cause des taux d'intérêts anormalement élevés : en 1994, année du début de l'endettement, les intérêts payés ont atteint 23,4% de la dette brute en début d'année. Ce taux a continué à baisser progressivement pour atteindre 16,4% en 1997, 7,9% en 2006, 6,6% en 2012 et 6,3% en 2019. Ainsi le taux d'intérêt moyen a été de 10,2% durant la période 1997-2006, 7,6% de 2007 à 2012 et de 6,4% de 2013 à 2019). La part des recettes budgétaires allant au paiement de la charge de la dette a été de 76,8% en moyenne durant la période 1997-2006. Malgré la baisse des taux d'intérêt suivant les périodes suivantes, cette part est restée importante

(47,6% en moyenne). En plus des charges de la dette l'Etat a dû subventionner la production d'électricité, ce qui a réduit encore plus la part des recettes devant couvrir les dépenses normales de toute administration.

Tableau No 5
Evolution des principaux postes budgétaires de 1997 à 2019

En milliards de LL

Année	Dépenses courantes	Sub- vention à l'EDL	Charges de la dette	Dépenses d'investis- sement	Total des dépenses	Recettes	Déficit
1997	3 014	62	3 378	1 467	7 921	3 357	4 565
1998	2 153	74	3 352	1 061	6 640	3 979	2 661
1999	2 325	154	3 624	1 097	7 200	4 464	2 736
2000	2 615	675	4 197	900	8 387	4 190	4 197
2001	2 829	283	4 312	325	7 748	4 291	3 457
2002	2 950	305	4 622	610	8 487	5 399	3 088
2003	2 808	413	4 874	714	8 810	6 219	2 591
2004	2 975	492	4 021	817	8 306	7 075	1 231
2005	2 901	833	3 534	534	7 802	6 984	818
2006	2 954	1 370	4 557	551	9 432	6 888	2 544
2007	3 093	1 479	4 940	558	10 070	8 094	1 977
2008	3 133	2 430	4 957	514	11 034	9 795	1 239
2009	4 435	2 259	5 784	550	13 028	12 036	992
2010	7 044	1 797	5 894	701	15 229	12 018	3 211
2011	7 584	2 626	5 655	676	16 022	13 353	2 670
2012	8 889	3 408	5 457	760	15 306	13 473	1 833
2013	9 226	3 056	5 714	987	16 058	13 385	2 673
2014	9 021	3 157	6 314	883	18 490	14 742	3 748
2015	9 170	1 711	6 722	888	18 108	13 635	4 472
2016	10 056	1 397	7 185	1 079	19 517	13 989	5 528
2017	10 696	2 002	7 521	1 193	21 223	16 247	4 976
2018	12 350	2 647	8 156	1 382	24 664	16 189	8 475
2019	12 196	2 269	8 068	1 028	23 602	15 890	7 712
Période	Moyennes						
1997-2006	2 752	466	4 047	808	8 073	5 285	2 789
2007-2012	5 696	2 333	5 448	627	14 104	11 462	2 642
2013-2019	10 388	2 320	7 097	1 063	20 868	14 868	5 999
Total	5 844	1 517	5 341	838	13 540	9 813	3 728
Période	Moyennes en % des recettes						
1997-2006	52,1	8,8	76,6	15,3	152,8	100,0	-52,8
2007-2012	49,7	20,4	47,5	5,5	123,1	100,0	-23,1
2013-2019	69,9	15,6	47,7	7,1	140,4	100,0	-40,4
Total	59,6	15,5	54,4	8,5	138,0	100,0	-38,0

Les dépenses courantes composées majoritairement de salaires ne pouvant pas être comprimées, ce sont les dépenses d'investissement qui ont fortement chuté ; de 43,7% des recettes en 1997, le montant dépensé pour les investissements est tombé à 5,1% en 2011 pour remonter légèrement par la suite avec la baisse des subventions à l'EDL.

Ainsi l'Etat emprunte non pas pour financer les investissements productifs mais pour payer les charges de la dette. Un tel endettement a évidemment un impact négatif sur le développement économique.

Le financement du déficit public a aussi un effet négatif sur les investissements privés dans la mesure où il réduit l'accès des entreprises aux ressources financières dont le pays dispose notamment par la pratique des taux d'intérêts élevés.

c) la place du financement des déficits publics dans l'ensemble du financement de l'économie

Tableau No6
Sources du financement du secteur public et privé de 1997 à 2019

En milliards de LL

Année	Secteur public			Secteur privé			Total		
	Ban-ques	hors banque	total	Ban-ques	hors banque	total	Ban-ques	hors banque	total
1997	1 602	1 710	3 312	3 189	1 085	4 274	4 791	2 795	7 586
1998	4 615	-132	4 482	3 661	707	4 368	8 275	575	8 850
1999	3 899	1 836	5 735	2 824	658	3 482	6 723	2 494	9 216
2000	3 166	1 105	4 271	1 511	889	2 400	4 677	1 994	6 671
2001	4 447	209	4 655	100	3 207	3 306	4 546	3 416	7 962
2002	426	4 206	4 632	733	1 807	2 540	1 159	6 012	7 172
2003	2 609	399	3 009	-549	3 527	2 978	2 061	3 926	5 986
2004	5 154	-1 367	3 787	1 464	2 668	4 132	6 618	1 301	7 920
2005	3 560	354	3 914	678	3 307	3 984	4 238	3 660	7 898
2006	3 693	-828	2 866	1 163	3 145	4 308	4 857	2 317	7 174
2007	149	2 363	2 512	914	5 950	6 863	1 063	8 313	9 375
2008	6 222	1 302	7 524	5 778	4 024	9 803	12 000	5 326	17 326
2009	6 139	49	6 188	4 976	8 781	13 758	11 115	8 830	19 945
2010	2 022	201	2 223	9 415	4 427	13 842	11 436	4 629	16 065
2011	1 163	396	1 559	6 484	8 184	14 668	7 648	8 580	16 227
2012	5 460	642	6 102	5 526	10 690	16 216	10 986	11 332	22 318
2013	7 159	1 593	8 752	6 259	11 056	17 315	13 417	12 649	26 067
2014	1 236	3 410	4 646	5 268	11 388	16 656	6 504	14 798	21 302
2015	7 448	-1 789	5 659	4 478	9 487	13 965	11 926	7 698	19 624
2016	8 063	-1 166	6 896	4 494	9 228	13 721	12 556	8 061	20 617
2017	3 116	3 849	6 965	5 001	6 711	11 713	8 117	10 560	18 677
2018	4 818	3 644	8 462	-2 924	13 158	10 234	1 894	16 802	18 696
2019	5 243	4 569	9 812	-12 285	16 305	4 020	-7 042	20 874	13 832

Tableau No6 suite
Sources du financement du secteur public et privé par période de 1997 à 2019

Période	Secteur public			Secteur privé			Total		
	Ban-ques	hors banque	total	Ban-ques	hors banque	total	Ban-ques	hors banque	total
<i>Moyennes annuelles en milliards de livres libanaises</i>									
1997-2006	3 317	749	4 066	1 477	2 100	3 577	4 795	2 849	7 644
2007-2012	3 526	826	4 351	5 516	7 009	12 525	9 041	7 835	16 876
2013-2019	5 297	2 016	7 313	1 470	11 048	12 518	6 767	13 063	19 831
1997-2019	3 974	1 155	5 129	2 529	6 104	8 632	6 503	7 258	13 761
<i>En%</i>									
1997-2006	43,4	9,8	53,2	19,3	27,5	46,8	62,7	37,3	100,0
2007-2012	20,9	4,9	25,8	32,7	41,5	74,2	53,6	46,4	100,0
2013-2019	26,7	10,2	36,9	7,4	55,7	63,1	34,1	65,9	100,0
1997-2019	28,9	8,4	37,3	18,4	44,4	62,7	47,3	52,7	100,0

Le besoin de financement de l'économie s'est chiffré en moyenne à 13 761 milliards de livres par an durant les 23 années de 1997 à 2019. 37,3% de ce besoin a été créé par le secteur public. Les institutions financières ont couvert, dans l'ensemble, moins que le moitié de ce besoin (47,3%). C'est le secteur public qui a profité le plus de cette source de financement : 61,1% des crédits bancaires ont été attribués au secteur public (3 974/6 503) finançant ainsi 77,5% de son déficit, alors que le besoin de financement du secteur privé était plus important (62,7% du total des besoins de financement de l'économie). Ainsi ce dernier secteur a dû couvrir en moyenne 70,7% (6 104/8 632) de ses besoins de financement en ayant recours à l'épargne hors des circuits bancaires et seulement 29,3% par des crédits bancaires. Ce n'est que durant la période de croissance de 2007 à 2012 que le besoin de financement du secteur public a été moins important : 25,8% de l'ensemble des besoins de l'économie contre 53,2% durant la période 1997-2006 et 36,9% durant la dernière période et par suite, le secteur privé a eu une plus grande part dans les crédits bancaires : 61,0% contre 30,8% durant la période 1997-2006 et 21,7% durant la dernière période.

Cette évolution montre combien l'endettement de l'Etat a créé une distorsion dans le financement de l'activité économique. Les crédits bancaires destinés normalement au financement des investissements privés ont été détournés au profit du secteur public pour couvrir des dépenses improductives. Cette situation s'est aggravée durant la dernière période où le système bancaire a financé seulement 34,1% des besoins de financement dont la plus grande partie (26,7%) a été accaparée par le secteur public, et le reste seulement (7,4%) a financé les investissements productifs.

ANNEXE

Calcul du multiplicateur de la demande

I Paramètres

Année	p	a	g ₁	g ₂	c	d	m
1 997	0,678	0,074	0,096	0,084	0,784	0,404	1,678
1 998	0,710	0,077	0,110	0,093	0,817	0,428	1,747
1 999	0,731	0,084	0,118	0,102	0,797	0,418	1,717
2 000	0,735	0,090	0,096	0,090	0,787	0,428	1,750
2 001	0,714	0,092	0,106	0,095	0,822	0,426	1,742
2 002	0,740	0,090	0,134	0,091	0,845	0,441	1,789
2 003	0,724	0,092	0,151	0,095	0,817	0,405	1,681
2 004	0,701	0,089	0,151	0,099	0,873	0,419	1,720
2 005	0,696	0,096	0,136	0,111	0,864	0,411	1,698
2 006	0,701	0,098	0,107	0,118	0,783	0,385	1,625
2 007	0,673	0,095	0,114	0,108	0,792	0,376	1,604
2 008	0,648	0,088	0,107	0,112	0,746	0,346	1,528
2 009	0,674	0,084	0,129	0,113	0,703	0,331	1,495
2 010	0,666	0,122	0,147	0,132	0,764	0,323	1,477
2 011	0,663	0,122	0,128	0,134	0,878	0,378	1,609
2 012	0,660	0,126	0,111	0,133	0,833	0,364	1,572
2 013	0,670	0,139	0,111	0,128	0,788	0,345	1,528
2 014	0,683	0,148	0,107	0,136	0,830	0,365	1,575
2 015	0,706	0,159	0,127	0,147	0,863	0,372	1,592
2 016	0,708	0,170	0,132	0,154	0,807	0,337	1,509
2 017	0,704	0,174	0,130	0,192	0,904	0,358	1,558
2 018	0,693	0,186	0,139	0,199	0,970	0,364	1,571
2 019	0,688	0,202	0,128	0,237	1,125	0,396	1,656

p = PIB/(PIB + importations)

a = amortissement/PIB

g₁ = impôts indirects /PIB

g₂ = impôts directs et autres prélèvements/Revenus du PIB

c = propension à consommer des ménages

d = $p \cdot (1 - a - g_1) \cdot (1 - g_2) \cdot c$

m = multiplicateur = $1/(1 - d)$

II Données pour le calcul des paramètres p , a , et g_1

Année	1. Amortis sement	2. Impôt indirect net	3. Revenu du PIB	4. PIB Total	5. Importa tions	6. Total	$P=4/6$	$a=1/4$	$g_1=2/4$
1997	1 783	2 333	20 123	24 239	11 532	35 771	0,678	0,074	0,096
1998	2 005	2 889	21 318	26 212	10 709	36 920	0,710	0,077	0,110
1999	2 211	3 105	20 928	26 244	9 637	35 881	0,731	0,084	0,118
2000	2 352	2 498	21 151	26 001	9 351	35 352	0,735	0,090	0,096
2001	2 448	2 802	21 274	26 524	10 630	37 154	0,714	0,092	0,106
2002	2 601	3 857	22 322	28 780	10 089	38 869	0,740	0,090	0,134
2003	2 735	4 485	22 551	29 771	11 348	41 119	0,724	0,092	0,151
2004	2 886	4 893	24 549	32 328	13 758	46 086	0,701	0,089	0,151
2005	3 088	4 384	24 858	32 330	14 096	46 427	0,696	0,096	0,136
2006	3 293	3 566	26 591	33 451	14 297	47 748	0,701	0,098	0,107
2007	3 562	4 282	29 780	37 624	18 266	55 890	0,673	0,095	0,114
2008	3 960	4 779	36 009	44 748	24 318	69 066	0,648	0,088	0,107
2009	4 379	6 715	41 142	52 235	25 265	77 501	0,674	0,084	0,129
2010	6 816	8 215	40 934	55 965	28 102	84 067	0,666	0,122	0,147
2011	7 327	7 666	44 983	59 976	30 456	90 432	0,663	0,122	0,128
2012	7 801	6 818	47 070	61 689	31 820	93 509	0,660	0,126	0,111
2013	8 988	7 167	48 669	64 823	31 900	96 722	0,670	0,139	0,111
2014	9 889	7 154	49 988	67 031	31 136	98 167	0,683	0,148	0,107
2015	10 554	8 420	47 482	66 456	27 645	94 101	0,706	0,159	0,127
2016	11 435	8 870	46 970	67 275	27 780	95 056	0,708	0,170	0,132
2017	12 140	9 073	48 551	69 764	29 316	99 080	0,704	0,174	0,130
2018	12 978	9 663	47 108	69 749	30 925	100 675	0,693	0,186	0,139
2019	13 237	8 431	43 998	65 667	29 747	95 414	0,688	0,202	0,128

Source : 1997-2010 : comptes économiques publiés par une commission spéciale de la Présidence du conseil des ministres. De 2011 à 2019 : estimation de l'auteur

III. Données pour le calcul des paramètres g_2 et c

Année	1. Revenu du PIB	2. Revenu hors PIB	3. Revenu total	4. Impôt sur le revenu	5. Autres prélève mnts	6. Reven u total disponi ble	7. Consom mation	$g_2 =$ (4+5)/1	$c = 7/6$
1997	20 123	8 391	28 514	705	985	26 824	21 031	0,084	0,784
1998	21 318	6 974	28 292	792	1 201	26 299	21 482	0,093	0,817
1999	20 928	8 516	29 444	1 007	1 118	27 320	21 770	0,102	0,797
2000	21 151	8 494	29 645	749	1 155	27 742	21 833	0,090	0,787
2001	21 274	7 815	29 088	881	1 130	27 077	22 254	0,095	0,822
2002	22 322	7 981	30 304	1 005	1 023	28 276	23 882	0,091	0,845
2003	22 551	10 456	33 007	1 095	1 054	30 858	25 206	0,095	0,817
2004	24 549	9 036	33 585	1 295	1 148	31 142	27 186	0,099	0,873
2005	24 858	9 261	34 119	1 437	1 314	31 368	27 089	0,111	0,864
2006	26 591	11 621	38 213	1 882	1 247	35 084	27 464	0,118	0,783
2007	29 780	12 539	42 319	1 753	1 456	39 110	30 971	0,108	0,792
2008	36 009	18 308	54 317	2 576	1 447	50 295	37 539	0,112	0,746
2009	41 142	22 110	63 252	2 894	1 739	58 619	41 215	0,113	0,703
2010	40 934	22 948	63 882	3 577	1 827	58 479	44 672	0,132	0,764
2011	44 983	16 932	61 914	4 066	1 948	55 901	49 091	0,134	0,878
2012	47 070	19 506	66 576	4 228	2 039	60 309	50 265	0,133	0,833
2013	48 669	22 295	70 964	4 221	2 024	64 719	50 977	0,128	0,788
2014	49 988	19 907	69 895	4 605	2 218	63 072	52 373	0,136	0,830
2015	47 482	17 676	65 159	4 635	2 336	58 188	50 243	0,147	0,863
2016	46 970	22 812	69 782	4 833	2 397	62 551	50 482	0,154	0,807
2017	48 551	19 929	68 480	6 399	2 926	59 155	53 486	0,192	0,904
2018	47 108	17 413	64 521	6 427	2 942	55 151	53 494	0,199	0,970
2019	43 998	15 160	59 159	7 187	3 231	48 741	54 846	0,237	1,125

Note : 2. Revenus hors PIB = allocations + intérêts de la dette publique + transferts reçus de l'étranger

5. Autres prélèvements = cotisations sociales + frais pour formalité administratives. 6. Revenu total disponible = 3-4-5

Source : 1, 2 et 7 :1997-2010 : comptes économiques publiés par une commission spéciale de la Présidence du conseil des ministres. De 2011 à 2019 : estimation de l'auteur

3 et 4 : Ministère de finances